

ABONNEMENT.

SAUMUR :
Un an 30 fr.
Six mois 16
Trois mois 8

PARIS :
Un an 35 fr.
Six mois 18
Trois mois 10

On s'abonne :
A SAUMUR,
chez tous les Libraires ;
A PARIS,
Chez DONGREL et BULLIER,
Place de la Bourse, 33 ;
A. EWIG,
Rue Flécher, 2.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annances, la ligne 20 c.
Réclamés 30
Fait divers 75

RESERVES SONT FAITES
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS,
Chez MM. BAYAS-LAFFITE et Cie,
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,

4 Janvier 1881.

Chronique générale.

Le ministre des finances, entouré du personnel de son cabinet, a reçu, à l'occasion de la nouvelle année, les hauts fonctionnaires des directions et administrations centrales de son département.

Aux receveurs-percepteurs de Paris, le ministre a recommandé de veiller avec soin sur les relations de leur personnel avec les contribuables.

« Le contribuable, a-t-il dit, doit rencontrer un accueil obligeant, aimable, et non pas l'accueil un peu rechigné que certains employés, un peu agacés de leur station prolongée derrière un guichet, lui font quelquefois. »

Aux inspecteurs généraux des finances, il a dit :

« Vous exercez votre haute mission de contrôle avec pleine liberté ; je tiens particulièrement à ce que votre indépendance soit respectée. »

Le gouvernement se montrerait décidé à prendre des mesures dans le courant de l'année pour réaliser des économies sur le personnel des fonctionnaires dans tous les ministères. Le nombre des bureaux serait d'abord progressivement réduit, ce qui entraînerait la suppression du personnel.

Les différents services ayant une même analogie administrative seraient réunis non plus sous un directeur ou sous-directeur, mais sous un chef de section qui aurait rang de chef de bureau, etc., etc.

Plusieurs des ministres sont déjà tombés d'accord entre eux sur les mesures à adopter pour arriver aux économies proposées.

Nous avons sous les yeux le bilan des procès encourus par les journaux politiques durant les deux derniers mois de l'année 1880. — 52 journaux ont été poursuivis ! Il y a eu 75 procès ! 43 journaux ont été poursuivis deux fois, 2 trois fois et 2 quatre fois.

Différents préfets excommuniés se sont empressés de rendre compte au ministre de l'intérieur du refus des évêques de les recevoir à l'occasion du nouvel an.

Une dépêche télégraphique a été envoyée à Garibaldi, pour l'informer de la mort de Blanqui.

Garibaldi a, dit-on, chargé un personnage connu dans le monde radical de prononcer une oraison funèbre en son nom.

Tous les grands centres radicaux, Lyon, Marseille, Aix, Montpellier, Lille, etc., annoncent l'envoi de députations.

La guerre « au cléricisme » est conduite par nos ministres avec une activité dévorante. On annonce que, sur l'ordre du ministre des finances, les bureaux préparent une circulaire pour assurer l'exécution du régime fiscal qui frappe les congrégations religieuses. De plus, ajoute-t-on, un règlement d'administration publique va être préparé pour résoudre toutes les difficultés de détail qui peuvent se présenter dans la pratique.

Nous pouvons affirmer, dit la Patrie, que la direction de l'Assistance publique a pris ses mesures pour que toutes les religieuses soient expulsées sans retard des maisons qui dépendent de son administration.

Le jeu des petits papiers va, s'il faut en croire le Pays, faire fureur pendant ces derniers jours de période électorale. Il paraît,

d'après ce journal, que certains candidats intransigeants, révolutionnaires, anarchistes, etc., ne sont pas positivement aussi purs qu'ils voudraient le faire croire.

MM. les opportunistes, qui disposent en ce moment de tous les moyens possibles d'informations, vont combattre, à l'aide de petits papiers, ces citoyens qui osent lutter avec eux sur le terrain électoral ; on peut donc s'attendre à quelques curieuses et piquantes révélations d'ici peu.

Nous n'en avons pas fini avec les dénominations, et cette déplorable affaire de Cisey paraît devoir être comme un nid d'où éclot chaque jour quelque nouveau scandale. Notre devoir est, cependant, de mettre sous les yeux de nos lecteurs les pièces du procès, en laissant à la justice le soin de prononcer le dernier mot sur toutes ces ignominies.

Voici la plainte qui vient d'être adressée au chef du parquet du tribunal de la Seine, par MM. Yvert, ingénieur, et Candas, entrepreneur de travaux publics, et dont nous avons parlé.

Dans une longue lettre au procureur de la République, ces messieurs accusent :

- 1° Le général de Cissey ;
- 2° Le général Blondeau ;
- 3° Le général Petit ;
- 4° Le colonel Lanté ;
- 5° Le chef de bataillon Turot ;
- 6° Le chef de bataillon Derindinger ;
- 7° Le général Dürand de Villiers,

de s'être rendus coupables d'actes criminels en employant un système de comptabilité « ayant eu pour résultat de faciliter la concession, en créant l'effroyable désordre du compte de liquidation. » (Sic).

MM. Yvert et Candas déclarent se porter partie civile, en raison du préjudice qui leur a été causé.

UNE MONSTRUOSITÉ.

On lit dans le Français :

« Une liqueur corrosive, qu'on croit être

du vitriol, aurait été versée dans le bénitier d'une des églises de Paris la nuit de Noël, et les personnes qui auraient fait le signe de la croix avec de l'eau bénite ainsi mélangée porteraient encore la trace de brûlures au front et sur le visage. Nous espérons qu'une instruction sérieuse a été ouverte sur ce fait, qui atteint dans l'accomplissement d'un acte de foi non-seulement des hommes, mais des femmes, des enfants. »

Voilà donc à quelles monstruosité nous sommes obligés d'assister ! Voilà quelles sont les conséquences de la guerre de sauvages déclarée à la religion, au clergé, aux catholiques.

Cette infamie inqualifiable a-t-elle été commise ?

Le Français espère qu'une instruction sérieuse sera ouverte ; nous allons plus loin : nous sommes le gouvernement de nous faire savoir si vraiment nos femmes, nos enfants et nous-mêmes nous ne pouvons plus faire le signe de la croix sans craindre d'être aveuglés par le vitriol des libres-penseurs.

On lit dans le Français de vendredi :

« L'acte abominable commis à Saint-Jacques de la Villette demeurera-t-il impuni ? Parmi les victimes de la barbarie que nous avons rapportée se trouvent un certain nombre d'enfants, et d'enfants du peuple. Les brûlures faites par la substance corrosive jetée dans le bénitier sont encore apparentes sur le front et aux doigts de ces pauvres enfants. Qu'une goutte de ce liquide fût tombée dans leurs yeux, c'en était fait de la vue. Savez-vous quelque chose de plus féroce, de plus barbare ? Eh bien ! aucun journal républicain ne s'est ému du fait, et hier soir, six jours après l'acte commis, il n'y avait pas d'instruction commencée ! Quand l'écolière de la Soeur Saint-Léon se fût brûlée à un poêle, comme la presse radicale jeta les hauts cris ! La même presse ne dit mot aujourd'hui. Serait-ce parmi ses amis qu'il faudrait chercher le misérable qui a commis l'acte de sauvagerie que nous avons dé-

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

LA PIÈCE DU PROCÈS

(Suite.)

Cet accent de plaisanterie déconcerta un peu M. Albanel.

— Valentine, mon enfant chérie, reprit-il d'une voix émue, je n'ai que toi au monde, et ton bonheur est ma première, mon unique préoccupation. Il est dans l'ordre de la nature que je parte le premier ; je voudrais avant de mourir te confier à un honnête homme qui me rassure sur ton avenir, et c'est parce que dans ma pensée M. Bocardet réunit toutes les conditions désirables, que j'ai accueilli ses avances. Les circonstances dans lesquelles je suis entré en relations avec lui ne pouvaient manquer de lui concilier mon estime ; tu l'en souviens ?

— Oui, ce fut à l'occasion du procès qu'il eut à soutenir contre son cousin, et ces querelles de famille m'inspirèrent, je l'avoue, des dispositions peu favorables à son égard.

— Tu oublies que ce procès ne fut pas intenté par lui, et qu'il fut obligé de se défendre. N'était-il pas le plus proche parent de l'oncle dont il héritait ?

— Était-il cause que ce cousin, cet artiste, comment l'appelle-t-on ? Bréhier, je crois, fut trompé dans ses espérances ? Était-il obligé de s'en rapporter aux allégations de ce dernier sur je ne sais quelle dette contractée envers son père ?

— Ce que j'ai entendu dire de M. Bréhier ne permet guère de supposer qu'il fût capable d'une réclamation mensongère.

— Il pouvait être de bonne foi ; pourquoi M. Bocardet ne l'aurait-il pas été aussi ? Il avait pour lui au moins le droit légal, et cependant quand il apprit que je soutenais contre lui ce procès que je ne pouvais gagner, je l'ai reconnu plus tard, il vint spontanément me proposer une transaction qui me parut inspirée par une conscience singulièrement délicate. M. Bréhier se refusa à tout arrangement ; il fut inflexible ; il voulait tout ou rien ; c'est cette dernière alternative qui s'est réalisée.

— Et vous lui en avez un peu voulu d'avoir été l'occasion d'un de ces rares échecs que vous avez éprouvés au Palais.

— Non, mais je n'ai pu m'empêcher de reconnaître que dans cette circonstance le beau rôle était pour M. Bocardet.

La jeune fille restait silencieuse ; elle ne trouvait rien à répondre au raisonnement de son père, et cependant son attitude indiquait qu'elle n'était pas convaincue.

— Ma pauvre Valentine, reprit l'avocat, tu es

bien de ton sexe, qui trop souvent substitues l'instinct et le sentiment aux lois de la logique. Tu as contre lui des impressions confuses ; permets-moi de les combattre en invoquant mon expérience des hommes. J'ai beaucoup étudié M. Bocardet, et la bonne opinion que j'ai conçue de lui a été confirmée par les renseignements que j'ai recueillis ; c'est un plaideur en règle que je t'ai annoncé, laisse-moi tenir parole.

« Tu te souviens de cette attaque dont vous fûtes l'objet, la mère et toi, lorsque nous demeurions près de Choisy, sur le bord de la Seine ; j'avais, comme hier, été retenu à Paris, vous étiez seules ; à la faveur d'une nuit profonde, la maison fut assaillie par des malfaiteurs ; vous fûtes sauvées par un étranger qui les mit en fuite et disparut sans se faire connaître ; nous avons alors contracté une dette de reconnaissance qu'il nous eût été douloureux d'acquitter.

— Oui, et j'ai toujours désiré pénétrer le mystère dont notre sauveur s'enveloppait.

— Aussi est-ce un argument que j'invoque en faveur de M. Bocardet.

— Vous savez donc que c'est lui ?

— Il y a déjà quelque temps que j'en suis convaincu ; bien des observations ont presque transformé cette croyance en certitude. Ta mère aussi voulut connaître la vérité. Rappelle-toi la dernière lettre qu'elle nous écrivit de Paris pendant ce

voyage que je fis avec toi. Elle était parvenue à découvrir cet ami inconnu ; elle avait pu apprécier la loyauté de son caractère ; elle avait vaincu la réserve que lui imposait son peu de fortune à cette époque, et lui avait arraché le secret de l'amour qu'il avait pour toi ; elle nous taisait son nom et se proposait de nous le présenter à notre retour. La mort ne lui laissa pas le temps de compléter les renseignements de sa lettre. Mais cette lettre, je l'ai relue souvent et j'ai toujours pensé qu'elle ne pouvait s'appliquer qu'à M. Bocardet.

Il semblait attendre une réponse ; la jeune fille resta silencieuse.

— Tu conserves des doutes, reprit l'avocat ; eh bien ! écoute encore. Tu me forces à commettre une indiscrétion, mais je sais que tu ne me trahiras pas. Tu connais M^{me} Dainis ; dans un entretien que j'ai eu avec elle, elle a laissé échapper la confiance que M. Bocardet était le héros de la maison de Choisy, mais il lui a demandé le secret ; il n'oserait plus reparaître devant nous si on pouvait le soupçonner de spéculer sur un service rendu ; j'avais pris l'engagement de me taire ; tes prévenances me forcent à parler.

— Mais, mon père, il me semble que si M. Bocardet tenait tant à garder l'incognito, il était plus simple qu'il ne révélât à personne sa belle action, pas même à M^{me} Dainis.

— Oh ! Valentine, Valentine, quelle étrange

noncé, et dont le récit a ému les honnêtes gens de toutes les opinions? Cela expliquerait, mais cela ne justifierait pas l'incroyable lenteur du parquet à commencer une instruction qui, pour l'honneur des mœurs publiques et dans un intérêt d'humanité, aurait dû s'ouvrir dès le premier jour. »

IL Y A DIX ANS.

La Gazette de Cologne nous apprend qu'en 1870 la nuit de Noël s'est passée à Cologne dans les plus vives alarmes. On avait lieu de croire à un soulèvement de 16,000 prisonniers français. La garnison ne se composait que de 7,000 hommes de landwehr. Le coup en effet était préparé; les agents qui s'étaient le plus activement entremis pour le faire réussir, n'étaient autres que les membres de notre clergé catholique, nouvelle preuve de l'ardent patriotisme qu'ils ont montré pendant la guerre.

« Les autorités prussiennes, dit la Gazette de Cologne, furent prévenues et prirent des mesures pour se défendre contre toute surprise. Plusieurs batteries de canons Krupp furent braquées contre le camp, où étaient les prisonniers français. Ceux-ci, voyant la mèche éventée, ne bougèrent pas.

» Mais vers 11 heures du soir on entendit plusieurs coups de canon dans la direction de Wahn. L'alarme fut générale; un régiment de cuirassiers s'élança au galop vers l'endroit d'où était parti le bruit; la moitié des habitants de la ville se précipitèrent sur les bords du Rhin pour apprendre des nouvelles de la lutte que l'on croyait engagée. Mais le silence le plus complet régnait partout; les coups de canon avaient été tirés par l'équipage d'un bateau entraîné par les glaces du Rhin. »

Etranger.

ANGLETERRE. — Dublin, 2 janvier. — Le gouvernement se propose d'envoyer en Irlande de nouvelles troupes.

Des mesures sévères ont été prises ici par les autorités militaires, à l'occasion des procès contre les chefs de la ligue agraire. Toutes les troupes sont consignées dans leurs quartiers respectifs.

Le nombre des piquets et des patrouilles a été augmenté. Avant-hier, un meeting de fermiers a été tenu à Cranwell. Environ dix mille personnes y assistaient.

La réunion a voté des résolutions dénonçant la conduite du gouvernement pour avoir intenté un procès aux chefs de la ligue agraire.

Les fermiers se sont rendus à ce meeting, portant les emblèmes nationaux.

L'attitude de la foule a été très-hostile envers la police.

Malgré les apparences de tranquillité dans les rues, le gouvernement a reçu avis qu'une émeute s'organise. M. Parnell et ses amis sont surveillés par des détectives. On croit

manie de soupçons, et comme j'avais raison de dire que tu étais aveuglément prévenue contre mon client !

— Vous savez pourtant, mon père, que j'ai appris de vous à ne pouvoir me complaire dans une opinion mauvaise à l'égard d'autrui et que je ne me pardonnerais pas un jugement injuste.

Il était attendri plus qu'il ne voulait le paraître, et sous ses cheveux grisonnants sa bonne et franche figure laissait voir les sentiments d'affection qui dominaient tous les autres.

— Sois heureuse, mon enfant, c'est tout ce que je te demande, lui dit-il, consulte ton cœur et ta raison, ils ne t'égareront pas.

Il la pressa dans ses bras et tous les deux se retirèrent chacun dans sa chambre.

(A suivre.)

LOUIS COLLAS.

Théâtre de Saumur.

TOURNÉES ARTISTIQUES DE FRANCE
CH. MASSET, directeur.

Samedi 8 janvier 1881.

UNE REPRÉSENTATION DE

JEAN BAUDRY

Drame en 4 actes, de la Comédie-Française,
par M. Aug. VACQUERIE.

M. CH. MASSET jouera le rôle de Jean Baudry,
Mlle M. LARILLIÈRE celui d'Andrée.

pendant que le mouvement révolutionnaire se propage contre ses ordres et que le célèbre agitateur n'est plus le maître de la situation qu'il a créée.

SUISSE. — Pendant qu'en France on expulse les religieuses des écoles et des hôpitaux, en Suisse on les réclame comme institutrices. Le pétitionnement en leur faveur prend, en effet, paraît-il, des proportions considérables. Jusqu'à présent, 45,000 signatures sont parvenues à la chancellerie fédérale, et il en arrive tous les jours de nouvelles. Il est à noter que les deux grands cantons catholiques de Lucerne et de Fribourg ont encore à peine bougé. Le jour où ces deux cantons prendraient part au mouvement, on y réunirait plus de 20,000 signatures, plus qu'il n'en faut pour exercer une demande de referendum devant les Chambres.

AUTRICHE. — Vienne, 3 janvier. — Les avis de Constantinople annoncent que la Porte refuse de demander l'arbitrage des puissances, en accompagnant ce refus de nouvelles propositions.

Ce résultat n'a causé que peu de surprise dans les cercles diplomatiques, où personne ne s'attendait à voir la Turquie et la Grèce accepter immédiatement les suggestions officieuses en faveur de l'arbitrage.

On croit ici que les puissances n'en continueront pas moins d'agir à Constantinople et à Athènes pour prévenir, soit au moyen d'un arbitrage, soit autrement, un conflit dont les conséquences seraient incalculables pour la Grèce comme pour la Turquie.

TURQUIE. — Constantinople, 3 janvier. — La Porte vient d'envoyer aux puissances une note en réponse à la proposition d'arbitrage.

La Porte refuse l'arbitrage et propose la réunion à Constantinople de délégués des grandes puissances et de délégués turcs et grecs pour le règlement de la frontière turco-grecque.

ALLEMAGNE. — Berlin, 2 janvier. — L'Empereur a mandé auprès de lui le maréchal de Manteuffel et le général Blumenthal par suite de nouvelles inquiétudes de la santé du maréchal de Moltke.

GRECE. — Le 31 décembre, M. le préfet de la Seine a reçu d'Athènes la dépêche suivante :

« Annonçons heureuse nouvelle; au moment où toute la Grèce est sous les armes, venons de trouver statue magnifique et complète, chef-d'œuvre de Phidias, *Minerve victorieuse*; prévenez archéologues.

» Maire d'Athènes, D. SOTZO. »

Le même jour, le lord-maire de Londres recevait une autre dépêche presque identique :

« Au moment où la Grèce est en armes, nous avons à vous annoncer une bonne nouvelle. La statue de *Minerve victorieuse*, chef-d'œuvre de Phidias, vient d'être découverte. »

Au premier abord, il était permis de croire à une mystification, surtout en voyant le maire d'Athènes signaler cette découverte comme coïncidant avec le « moment où la Grèce est en armes ! »

Minerve Victorieuse exhumée tout à coup à l'heure où les Grecs rêvent une seconde Iliade, cela ressemblait un peu à une mise en scène préparée, à Calchas rendant solennellement un oracle de bon présage.

La République française a donné gravement cette nouvelle, comme si la Minerve venait de sortir tout armée du cerveau de M. Gambetta.

Nous ne savons ce qu'il y a de vrai dans cette découverte, qui intéresse plus l'archéologie que la politique; nous demandons même à voir cette fameuse statue. Mais on verra bien en Europe de cet enthousiasme des autorités d'Athènes, qui annoncent à tous les cabinets, pour leurs étrennes, l'exhumation de la Minerve victorieuse. Les chancelleries n'y verront peut-être pas comme les Grecs un augure bien sérieux, qui puisse décider, comme l'oracle de Delphes, une entrée en campagne.

BULLETIN FINANCIER.

Paris, 3 janvier.

Notre marché procède à la liquidation des af-

aires engagées sur nos rentes pendant le mois de décembre en dépit de l'abondance de l'argent; les reports sont assez chers, aussi les cours restent-ils stationnaires: le 3 O/O fait 84.65, l'amortissable fait 86.10, coupon détaché, et le 5 O/O 119.60.

Les fonds étrangers sont fermes: l'italien est coté 88.70; le Florin fait 75.95, et le Hongrois, après avoir débuté à 96.25, reste à 96.85.

Le Turc faiblit jusqu'à 11.87 1/2.

La Banque de France est très-ferme à 3,800.

Le Crédit foncier de France fait 1,140 et se maintient à ce cours durant toute la séance. Il y a de nombreuses demandes sur les obligations foncières et communales 1879 et 1880.

Le Crédit foncier et agricole d'Algérie est très-recherché à 645.

Le Crédit lyonnais fléchit à 1,020.

La Banque de Paris est à 1,170.

La Société nouvelle, après avoir fait 450, reste ferme à ce cours et le marché est des plus animés sur cette valeur.

Le Transatlantique est demandé à 587 et le Comptoir d'escompte a atteint 1,005.

Nos chemins ont un marché moins animé que le mois dernier, mais ils n'en conservent pas moins des cours élevés. Le Lyon fait 1,535; le Midi 1,450; Nord 1,740 et l'Orléans atteint le cours de 1,300.

Les Omnibus sont très-fermes à 1,380 et le Gaz 1,553.

Grande faiblesse sur la Banque nationale à 620.

Chronique militaire.

LE SERVICE DE QUARANTE MOIS.

Samedi a commencé la mise en vigueur des dispositions imaginées au 1^{er} bureau de l'état-major général, afin de réduire à quarante mois effectifs le temps de présence sous les drapeaux exigé de la première portion du contingent.

Un certain nombre d'hommes ont été renvoyés en congé du 4^{er} janvier au 31 mars.

Ainsi le général Farre a persisté dans le système exposé dans sa note du 20 octobre, malgré les nombreuses et justes critiques dont ce système a été l'objet. Toutefois, le ministre a considérablement modifié le détail des dispositions primitivement arrêtées, ce qui ne permettra pas à toutes les conséquences que nous avons signalées de se manifester immédiatement.

Ce n'est plus la totalité des hommes appartenant aux classes 1876 et 1877 qu'il s'agit de renvoyer, en deux séries successives, passer trois mois dans leurs foyers. C'est dans la proportion de 24 O/O seulement, c'est-à-dire d'un cinquième, qu'il sera donné des congés de quatre-vingt-dix jours, du 4^{er} janvier au 31 mars. On trouvera donc aisément des permissionnaires de bonne volonté, ayant les moyens de vivre chez eux et de payer les frais de voyage, aller et retour, que la circulaire met expressément à leur charge.

En outre, la plus grande latitude a pu être laissée aux chefs de corps pour la répartition des permissions. Au lieu de ne délivrer que des congés d'une durée uniforme de trois mois, il pourra en être accordé de trente jours, quarante-cinq jours, de deux ou trois mois, en faisant varier le nombre des permissionnaires, de manière à produire le même total de journées d'absence.

Tout ceci facilitera beaucoup l'application du système, et il pourra sembler que nos critiques n'étaient pas fondées.

Appliqué de cette façon restreinte, le « service de quarante mois » n'est qu'une nouvelle édition des anciens « congés de semestre » dont on n'a pas oublié l'influence funeste sur la discipline et l'instruction de l'armée, mais qui représentaient tout au moins pour la population un véritable adoucissement du service militaire. Les congés de semestre, tout comme ceux qu'on vient de délivrer aujourd'hui, étaient volontaires, et naturellement ceux qui les demandaient ne se plaignaient point qu'on les leur accordât. Mais, quand nous serons sortis de cette période transitoire, quand le système fonctionnera d'une manière complète et qu'il faudra procéder au renvoi forcé et uniformément pour trois mois de tout le monde sans exception, c'est alors qu'apparaîtront inévitablement les difficultés que nous avons signalées.

Ces congés obligatoires mécontenteront bien des familles, surtout parmi les classes peu aisées de la population.

Quant aux conséquences du système au point de vue militaire, elles se feront alors sentir bien plus vivement qu'aujourd'hui; si vivement, qu'il sera impossible de l'appliquer dans toute son étendue.

Déjà même, le ministre est obligé de permettre, en ce qui concerne les gradés, une dérogation complète à l'une des prescriptions les plus formelles de sa note du 20

octobre, c'est-à-dire à celle qui concerne des hommes des cadres. Cette dérogation n'a rien de provisoire, car elle n'est pas motivée par la considération que « le système n'est pas encore entré dans la période de son fonctionnement régulier. »

Dans cette période de fonctionnement, il sera bien plus difficile de délivrer aux hommes des cadres des congés pendant l'hiver.

Les gradés devaient être envoyés en congé dans les mêmes conditions et aux mêmes époques que le reste de leur classe. Eclairé sans doute par les observations des chefs de corps, le général Farre accorde maintenant à ceux-ci la faculté de « déterminer le nombre et d'échelonnez les départs » des gradés, suivant les besoins du service, qu'il a accordé ensuite des « congés de courte durée en dehors du premier trimestre à ceux qui seraient restés dans les corps pour assurer l'instruction des recrues, de façon à satisfaire à leurs demandes jusqu'à la proportion de 24 O/O de leur effectif ».

Que devient donc la disposition de la note du 20 octobre prescrivant que :

« Au mois d'avril commencera pour tous la reprise sérieuse de l'instruction. Du mois d'avril à la fin des manœuvres d'automne, les congés et permissions ne devront être accordés que dans des cas absolument exceptionnels ? »

Si l'on est obligé de violer cette règle pour donner des permissions à un cinquième seulement des gradés, que sera-ce quand il faudra en donner à tous sans exception ?

Ce seul exemple montre combien ce simple commencement d'application, sur une échelle pourtant bien réduite, du service de quarante mois, justifie les reproches que nous avons adressés il y a quelque temps à cette combinaison malencontreuse. Non-seulement elle offrirait, même telle qu'elle est, des difficultés sérieuses à une mobilisation éventuelle survenant pendant le semestre d'hiver, mais on voit que peu à peu elle tend même à sortir de ces limites; qu'un nombre peut-être relativement considérable de gradés seront absents pendant le semestre d'été, où la mobilisation devait, d'après la note du 20 octobre, être si grandement facilitée par l'adoption du nouveau système.

Demi-mesure et compromis malheureux entre le service de trois ans et le régime actuel, le service de quarante mois est certainement, et sous tous les rapports, inférieur à l'un comme à l'autre. (Le Télégraphe.)

Chronique Locale et de l'Ouest.

Saumur.

On nous a posé depuis plusieurs jours la question suivante :

« Est-il permis de porter sur une liste le nom d'un candidat, à son insu et même malgré lui ? »

Nous répondons: Oui. La question fut agitée lors de la discussion de la loi du 20 décembre 1878 qui affranchit la distribution des bulletins de vote, du dépôt au parquet et de la signature des candidats. « Le droit incontestable de l'électeur, » disait le rapporteur de cette loi, « est de choisir ses candidats où il lui plaît, en consultant non pas leurs convenances personnelles, mais ce qu'il croit être l'intérêt général. »

Aucune loi ne prohibe cette manière d'agir. Par conséquent, les électeurs qui font imprimer des listes pour les élections municipales, et les distribuent sans avoir obtenu préalablement l'assentiment de certaines personnes qui y sont inscrites, ne commettent aucune infraction à la loi.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS. — Ainsi que nous l'avions annoncé, le nouveau service a commencé hier, 3 janvier, sur tout le réseau de la Compagnie d'Orléans.

Il n'est rien changé aux heures de départ et d'arrivée des trains à la gare de Saumur.

SITUATION AGRICOLE.

Dans son numéro de dimanche, l'Ami des Campagnes publiait les lignes suivantes :

« On se plaint généralement du temps mou et pluvieux qui dure depuis bientôt un mois : on voudrait un peu de sécheresse et de froid pour pouvoir vaquer aux travaux de la terre. Tout est dans l'eau à la campagne. Il faut espérer que le renouvellement de

COURS DE LA BOURSE DE PARIS DU 3 JANVIER 1881.

Valeurs au comptant.				Valeurs au comptant.				Valeurs au comptant.			
Dernier cours.	Hausse	Baisse.		Dernier cours.	Hausse	Baisse.		Dernier cours.	Hausse	Baisse.	
3 %	84	50		Crédit Foncier colonial	440			C. gén. Transatlantique	587	50	50
3 % amortissable	86	35		Crédit Foncier, act. 500 fr.	1445			Canal de Suez	1280	10	
4 1/2 %	115			Obligations foncières 1877	355		3	Société autrichienne	615		50
5 %	119	65		Obligations communales 1879	459			OBLIGATIONS.			
Obligations du Trésor	518		1	Obligat. foncières 1879 3 %	436	50	50	Est	387		
Obligations du Trésor nouvelles	512			Soc. de Crédit ind. et comm.	742	50	8 25	Midi	387	50	
Dép. de la Seine, emprunt 1857	237	50	2	Crédit mobilier	677	50	5	Nord	392	25	
Ville de Paris, oblig. 1855-1860	506	50	50	Crédit Foncier d'Autriche	812	50	2 50	Orléans	389	56	
1865, 4 %	523	1	2	Est	752	50	5	Ouest	388		
1869, 3 %	407		1	Paris-Lyon-Méditerranée	1530			Paris-Lyon-Méditerranée	389		
1871, 3 %	401	75	25	Midi	148	75	3 75	Paris (Grande-Ceinture)	391	75	
1875, 4 %	514		2	Nord	1735		2 50	Paris-Bourbonnais	390		
1876, 4 %	512		1 50	Orléans	1800			Canal de Suez	567	50	
Banque de France	3675		5	Ouest	833	75	2 50				
Comptoir d'escompte	1000		2 50	Compagnie parisienne du Gaz	1552	50	17 50				

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS. GARE DE SAUMUR.

DÉPARTS DE SAUMUR VERS ANGERS.			
3 heures	8 minutes	du matin	express-poste.
6	45		(s'arrête à Angers).
8	56		omnibus-mixte.
1	25		soir.
3	32		express.
7	15		omnibus.
10	37		(s'arrête à Angers).
DÉPARTS DE SAUMUR VERS TOURS.			
3 heures	26 minutes	du matin	direct-mixte.
8	21		omnibus.
9	40		express.
12	40		soir, omnibus-mixte.
4	44		
10	28		express-poste.

Le train partant d'Angers à 5 heures 35 du soir arrive à Saumur à 6 heures 56.

Rue de la Tonnelle, à Saumur, ancienne Maison Courtet

LIQUIDATION POUR CAUSE D'EXPROPRIATION

DES GRANDS MAGASINS DE LA VESTALE DE PARIS

106 et 108, Rue Montmartre.

Ouverture de la Vente, MERCREDI 5 JANVIER, à dix heures, et pour HUIT JOURS SEULEMENT

Une réduction de 65 0/0 a été faite sur toutes les Marchandises.

A TITRE DE RENSEIGNEMENTS, NOUS CITONS :

TARTAN fantaisie pour costumes, à	40 c. le m.		GUIPURE d'art, dessins riches, valant 95, à	50 c. le m.
ALPAGA noir très-brillant (pour costumes), à	40 —		SHIRTING, très-belle qualité, à	30 —
MOIRE pure laine (valeur 4 95), à	95 —		TOILE torchon garantie chanvre.	30 —
MERINOS pure laine (valeur 2 45), à	4 15 —		TOILE pour Draps, depuis	80 —
DRAP DE DAME pour costumes, larg. 4 40, à	95 —			

Cette liquidation n'a rien qui la rattache avec les déballages annonçant des rabais plus ou moins excentriques. Tous les articles existent et sont immédiatement livrés à l'acheteur.

Rue de la Tonnelle, ancienne Maison Courtet. ENTRÉE LIBRE

Etude de M^e GAUTHIER, notaire à Saumur.

A VENDRE
OU A LOUER
DE SUITE.
UNE BELLE MAISON
Avec remise, écurie, cour et jardin.
Située à Saumur, rue de Bordeaux, n° 54.
S'adresser, pour traiter, audit notaire. (830)

Etude de M^e THUBÉ, commissaire-priseur de l'arrondissement de Saumur.

VENTE
AUX ENCHÈRES PUBLIQUES,
A Saumur, place de la Bilange,
Le samedi 8 janvier 1881, à une heure après midi.
D'UNE JUMENT DE RÉFORME
Agée de six ans, provenant de la gendarmerie.
Au comptant.
Le commissaire-priseur, THUBÉ. (4)

A LOUER
PRÉSENTEMENT
Ou pour la Saint-Jean prochaine,
UNE MAISON
Située à Saumur, rue de l'Ancienne-Messagerie.
Comprenant, au rez-de-chaussée, salle à manger donnant sur le jardin, cuisine à côté; six chambres au premier et au second; grenier, cave et servitudes.
S'adresser au bureau du journal.

A VENDRE
BRAU PLANT de VIGNE ROUGE
Cépage breton.
S'adresser à M. BAZILLE, propriétaire à Rou-Marson. (5)

A VENDRE
MAISON
Rue du Marché-Noir, n° 13,
Occupée actuellement par M. Bloudeau, cafetier.
S'adresser à M. GUÉRIN, 13, rue Beaurepaire. (742)

OFFICE D'HUISSIER
A CÉDER DE SUITE.
S'adresser, pour avoir des renseignements, soit à M^e CHALET, huissier à Gennevilliers, titulaire dudit office, soit à M^e BOURASSEAU, huissier à Saumur, son mandataire. (731)

A VENDRE
UN PETIT PONEY CORSE
Propre à la selle et à la voiture.
S'adresser au bureau du journal.

M^e GAUTHIER, notaire à Saumur, demande de suite un petit clerc.


ON DEMANDE un représentant dans toutes les localités, petites ou grandes. — S'adresser à M. le Directeur de la Maison du CRÉDIT PARISIEN, avenue du Calvaire, 75, à Valence (Drôme).
Joindre 0,60 cent. pour recevoir toutes les pièces utiles pour la représentation. — A la première opération il sera tenu compte des 0,60 cent.

10 à 15 % de Revenu CERTAIN
CAPITAL GARANTI et toujours DISPONIBLE
Opération sérieuse et SANS RISQUE
DEMANDER RENSEIGNEMENTS A LA CAISSE SYNDICALE
30, Avenue de l'Opéra. — PARIS

ON DEMANDE A ACHETER un fonds de commerce, avec bonne clientèle, en rouennerie, — mercerie, — faïence, — épicerie, — librairie, — bureau de tabac, etc., etc.
S'adresser au bureau du journal.

CAFÉ BARLERIN hygiénique de santé, stomacique et fortifiant, préparé par R. BARLERIN, ph.-chim., à TARARE (Rhône).
Le CAFÉ BARLERIN est recommandé aux personnes nerveuses; il facilite la digestion, évite la gastrite, les gastralgies et les irritations d'intestins; il DÉTRUIT la constipation, stimule l'appétit, REND le sommeil aux personnes irritées par un travail excessif, donne les meilleurs résultats dans la MIGRAINE et les NÉURALGIES. Le CAFÉ BARLERIN est un fortifiant par excellence, qui peut s'employer pendant les chaleurs comme boisson hygiénique pour empêcher la transpiration et préserver du choléra et de toutes les maladies épidémiques. DES MILLIERS DE MALADES doivent leur guérison à l'usage du CAFÉ BARLERIN, qui est le meilleur marché et le plus agréable des cafés de santé. Le CAFÉ BARLERIN est un produit alimentaire uniquement composé de fruits adoucissants et dont la composition chimique est à peu près la même que celle des eaux minérales les plus en réputation.
Se vend en boîtes de 1 kilog. pour en faire 200 tasses, prix : 4 fr.; de 500 gr. pour 100 tasses, prix : 2 fr., et de 250 gr., prix : 1 fr. 25.

LE COLLIER GALVANO-ÉLECTRIQUE RUSSE du docteur WIATKA
est le préservatif sûr et commode du croup, de la coqueluche et des maladies graves du larynx chez les jeunes enfants. Prix : 2 fr.
Produits admis à l'Exposition universelle de Paris, 1878, avec 2 médailles d'honneur, se vendent à Tarare, en gros, chez M. R. BARLERIN, pharmacien-chimiste.
Dépôt à Saumur chez M. GONDRAND, épicer, rue d'Orléans. (450)



COMPAGNIE FRANÇAISE DU PHÉNIX
Fondée en 1819.

Assurances contre l'Incendie et sur la Vie humaine.
GARANTIE :
Incendie 61 millions.
Vie 174 millions.

Rentes viagères aux taux les plus avantageux.
S'adresser à M. J.-B. MARÉCHAL, agent général, 2, rue Gueule-du-Loup, à Saumur. (778)

50 pour 100 de REVENU PAR AN
LIRE les MYSTÈRES de la BOURSE
Envoi gratuit par la BANQUE DE LA BOURSE, 7, place de la Bourse, Paris

Médailles aux Expositions universelles de Lyon, 1873; Londres, 1862; Paris, 1855, 1867, 1878, etc.

BANDAGES HERNIAIRES
DE MM. WICKHAM FRÈRES, CHIRURGIENS-HERNIAIRES, RUE DE LA BANQUE, 16, A PARIS.
Seul dépôt à Saumur, chez M^e V. LARDEUX, coutelier-bandagiste, rue Saint-Jean.

Ces bandages sont à ressorts élastiques et à vis de pression ou d'inclinaison, sans sous-cuisses, et ne fatiguent point les hanches. — M^e V. LARDEUX a attaché à sa maison un homme de confiance, capable et expérimenté, qui se charge de choisir et d'appliquer le Bandage le plus convenable à chaque hernie; toutes les personnes qui en font usage éprouvent un soulagement réel, et leur efficacité tend à faciliter une guérison complète.

PRIX MODÉRÉS.
Saumur, imprimerie de P. GODET.